

**11 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales  
en vue de la démolition d'un bâtiment non améliorable**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 30, 35 à 43 et 79;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 173 et 182;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1<sup>er</sup> mars 1999 l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;

Considérant que sont ainsi visés les procédures informatiques et administratives mais également les documents administratifs qu'imposent les arrêtés d'exécution du Code, ainsi que l'information des agents;

Considérant qu'en conséquence, la sécurité juridique et la continuité des services recommandent l'adoption urgente des dispositions d'exécution du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° l'administration : la Division du Logement de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

3° le demandeur : une personne morale visée à l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code wallon du Logement.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget, le Ministre peut accorder une subvention au demandeur, pour l'acquisition et la démolition d'un bâtiment non améliorable, afin de permettre la construction de nouveaux logements ou la réalisation d'équipements d'intérêt collectif, dans la mesure où les travaux visés à l'article 3 ne sont pas pris en charge par des pouvoirs publics en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Si le demandeur est une personne morale de droit privé, la subvention est fixée à 30 % du coût d'acquisition et de démolition.

La subvention est portée à 45 % des coûts précités pour les bâtiments situés dans un quartier spécifique.

Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par quartier spécifique :

1° une zone visée à l'article 79, § 2, 2°, 3° et 4°, du Code wallon du Logement;

2° une zone d'actions prioritaires (ZAP) visée à l'article 4 de l'arrêté du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

3° un périmètre de rénovations reconnu en vertu de l'article 173 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

4° un site d'activité économique désaffecté reconnu en vertu de l'article 167 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

§ 2. Si le demandeur est une personne morale de droit public, la subvention est fixée à 60 % du coût d'acquisition et de démolition. La subvention est portée à 90 % des coûts précités pour les bâtiments situés dans un quartier spécifique.

§ 3. Le coût de l'acquisition du bâtiment est pris en charge pour autant que l'acte authentique d'achat date de moins d'une année par rapport à la date de demande de la subvention visée à l'article 4.

**Art. 4.** Le bénéfice de la subvention est subordonné au respect des conditions suivantes :

1° l'ordre de commencer les travaux doit être donné dans les douze mois à dater de la notification de l'octroi de la subvention; la fin des travaux doit intervenir dans un délai de dix-huit mois à dater de cette même notification;

2° la construction des logements ou des équipements d'intérêt collectif doit être réalisée dans les cinq ans à dater de la fin des travaux de démolition.

**Art. 5.** Le demandeur introduit une demande de subvention auprès de l'administration selon les modalités déterminées par le Ministre.

**Art. 6.** L'octroi de la subvention est subordonnée à la délivrance d'un certificat d'urbanisme ou d'un permis d'urbanisme.

Le montant provisoire de l'intervention est établi sur base de l'estimation du projet des travaux de démolition et des coûts d'acquisition ou d'expropriation.

Le montant définitif est fixé sur base de l'adjudication des travaux et des actes d'acquisition ou d'expropriation.

Ces montants sont majorés de 5 % à titre d'intervention dans les frais généraux.

Le montant définitif de la subvention ne peut être adapté que si des sujétions imprévisibles apparaissent en cours de travaux et sur production de pièces justificatives.

Les travaux ne peuvent être entrepris avant la notification de la promesse définitive d'intervention sauf si la démolition du bâtiment est ordonnée par un arrêté du bourgmestre pris pour cause de sécurité publique.

**Art. 7.** La liquidation de la subvention s'effectue selon les modalités suivantes :

- 1° la première tranche, soit 40 % du montant, sur production de l'ordre de commencer les travaux;
- 2° la deuxième tranche, soit 30 %, sur production de justificatifs de l'utilisation de la première tranche;
- 3° le solde, sur production du décompte final des travaux et après contrôle sur place par l'administration.

**Art. 8.** Pour les terrains affectés à des équipements d'intérêt collectif, le délai visé à l'article 38 du Code wallon du Logement, est fixé à trente ans à dater de leur réalisation.

En cas de vente du terrain ou de cession de droits réels sur celui-ci, le demandeur soumet à l'approbation du Ministre la convention de vente ou de cession.

**Art. 9.** Le montant à rembourser par le bénéficiaire, en cas de non-respect des conditions d'octroi de la subvention pour un terrain affecté à des équipements d'intérêt collectif, est fixé par la formule suivante :  $R = (1 - (D/30)^2) \times M$

où :

- R = le montant du remboursement;
- D = la durée, en années, pendant laquelle les conditions ont été respectées;
- M = le montant de la subvention.

Si la construction des logements ou des équipements d'intérêt collectif n'est pas réalisée dans les cinq ans à dater de la fin des travaux de démolition, le bénéficiaire rembourse le montant de la subvention.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999.

**Art. 11.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

#### ÜBERSETZUNG

D. 99 — 737

[C - 99/2717 5]

### **11. FEBRUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für den Abbruch eines nicht verbesserungsfähigen Gebäudes**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 30, 35 bis 43 und 79;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 173 und 182;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Wohngesetzbuches am 1. März 1999, aufgrund dessen die Ausführungserlasse des ehemaligen Wohngesetzbuches vor diesem Datum den neuen Dekretbestimmungen angepaßt werden müssen;

In der Erwägung, daß die Angleichung der verschiedenen Informationssysteme am 1. März 1999 erfolgt sein muß;

In der Erwägung, daß nicht nur die EDV- und Verwaltungsverfahren, sondern auch die durch die Ausführungserlasse des Wohngesetzbuches vorgeschriebenen Verwaltungsunterlagen sowie die Information der Bediensteten dementsprechend anzupassen sind;

In der Erwägung, daß infolgedessen eine dringende Verabschiedung der Ausführungsbestimmungen des Gesetzbuches aus Gründen der Rechtssicherheit und der Kontinuität der Dienste benötigt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

- 1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;
- 2° Verwaltung: die Abteilung Wohnungswesen der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 3° Antragsteller: eine juristische Person im Sinne des Artikels 30, Absatz 1 des Wallonischen Wohngesetzbuches.

**Art. 2** - Innerhalb der Grenzen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan eingetragenen Mittel kann der Minister dem Antragsteller einen Zuschuß für den Erwerb oder für den Abbruch eines nicht verbesserungsfähigen Gebäudes gewähren, um den Bau von neuen Wohnungen oder von Anlagen gemeinschaftlichen Interesses zu ermöglichen, sofern die in Artikel 3 erwähnten Arbeiten nicht aufgrund von anderen gesetzlichen bzw. verordnungsrechtlichen Bestimmungen von öffentlichen Behörden übernommen werden.

**Art. 3 - § 1** - Wenn der Antragsteller eine juristische Person privaten Rechts ist, wird der Zuschuß auf 30 % der Erwerbs- und Abbruchkosten festgelegt.

Der Zuschuß wird für die Gebäude, die in einem spezifischen Viertel gelegen sind, auf 45 % der vorerwähnten Kosten erhöht.

Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter "spezifischem Viertel":

1° ein in Artikel 79, § 2, 2°, 3° und 4° des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähntes Gebiet;

2° ein in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. März 1997 zur Ausführung des Dekrets vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft erwähntes vorrangiges Aktionsgebiet (ZAP);

3° ein aufgrund von Artikel 173 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe anerkanntes Renovierungsgebiet;

4° ein aufgrund von Artikel 167 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe anerkanntes stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände.

§ 2 - Wenn der Antragsteller eine juristische Person öffentlichen Rechts ist, wird der Zuschuß auf 60 % der Erwerbs- und Abbruchkosten festgelegt. Der Zuschuß wird für die Gebäude, die in einem spezifischen Viertel gelegen sind, auf 90 % der vorerwähnten Kosten erhöht.

§ 3 - Die Erwerbskosten des Gebäudes werden übernommen, sofern der authentische Kaufvertrag nicht früher als ein Jahr vor dem in Artikel 4 erwähnten Zuschußantrag aufgestellt worden ist.

**Art. 4** - Der Anspruch auf den Zuschuß unterliegt der Einhaltung der folgenden Bedingungen:

1° Die Anweisung zum Beginn der Arbeiten muß innerhalb zwölf Monaten nach der Notifizierung der Gewährung des Zuschusses erfolgen; die Arbeiten müssen innerhalb achtzehn Monaten nach dieser Notifizierung fertig sein;

2° Der Bau der Wohnungen oder der Anlagen gemeinschaftlichen Interesses muß innerhalb fünf Jahren nach dem Ende der Abbrucharbeiten stattgefunden haben.

**Art. 5** - Der Antragsteller reicht nach den vom Minister bestimmten Modalitäten einen Zuschußantrag bei der Verwaltung ein.

**Art. 6** - Die Gewährung des Zuschusses unterliegt der Erteilung einer Städtebaubescheinigung oder -genehmigung.

Der vorläufige Betrag der Beteiligung wird auf der Grundlage der Veranschlagung des Vorhabens bezüglich der Abbrucharbeiten und der Erwerbs- bzw. Enteignungskosten festgelegt.

Der endgültige Betrag wird auf der Grundlage der Ausschreibung der Arbeiten und der Erwerbs- bzw. Enteignungsurkunden festgelegt.

Diese Beträge werden zwecks einer Beteiligung an den Gemeinkosten um 5 % erhöht.

Der endgültige Betrag des Zuschusses darf nur angepaßt werden, wenn unvorhersehbare Belastungen im Laufe der Arbeiten aufkommen, und gegen Vorlage von Belegen.

Die Arbeiten dürfen nicht vor der Notifizierung der festen Beteiligungszusage in Angriff genommen werden, außer wenn der Abbruch des Gebäudes durch einen aus Gründen der öffentlichen Sicherheit angenommenen Erlaß des Bürgermeisters angeordnet worden ist.

**Art. 7** - Die Auszahlung des Zuschusses erfolgt nach den folgenden Modalitäten:

1° der erste Teilbetrag, d.h. 40 % des Betrages, gegen Vorlage der Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten;

2° der zweite Teilbetrag, d.h. 30 %, gegen Vorlage der Belege bezüglich der Verwendung des ersten Teilbetrages;

3° der Restbetrag gegen Vorlage der Endabrechnung der Arbeiten und nach Kontrolle an Ort und Stelle durch die Verwaltung.

**Art. 8** - Für die Grundstücke, die für Anlagen gemeinschaftlichen Interesses bestimmt sind, wird die in Artikel 38 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnte Frist auf dreißig Jahre ab deren Ausführung festgesetzt.

Beim Verkauf des Grundstücks oder bei Abtretung dinglicher Rechte an diesem Grundstück legt der Antragsteller dem Minister die Verkaufs- bzw. Abtretungsvereinbarung zur Genehmigung vor.

**Art. 9** - Der vom Empfänger zurückzuzahlende Betrag bei Nichteinhaltung der Gewährungsbedingungen bezüglich eines Zuschusses für ein Grundstück, das für Anlagen gemeinschaftlichen Interesses bestimmt ist, wird mittels der folgenden Formel festgelegt:  $R = (1 - (D/30)^2) \times M$ ,

wobei:

R = Betrag der Rückerstattung;

D = Dauer in Jahren, während deren die Bedingungen eingehalten worden sind;

M = Betrag des Zuschusses.

Wenn die Wohnungen oder die Anlagen gemeinschaftlichen Interesses innerhalb fünf Jahren nach dem Ende der Abbrucharbeiten nicht gebaut worden sind, zahlt der Empfänger den Betrag des Zuschusses zurück.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1999 in Kraft.

**Art. 11** - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

## VERTALING

N. 99 — 737

[C - 99/27175]

**11 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering  
waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen voor de sloping  
van een onverbeterbaar gebouw**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 30, 35 tot en met 43 en 79;  
Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 173 en 182;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding van de Waalse Huisvestingscode op 1 maart 1999, waarbij de uitvoeringsbesluiten van de voormalige Huisvestingscode vóór deze datum verplicht aangepast moeten worden aan de nieuwe decretale bepalingen;

Overwegende dat de aanpassing van de verschillende informatiesystemen per 1 maart 1999 doorgevoerd moet zijn;

Overwegende dat daarmee bedoeld worden de informatica- en bestuursprocedures, maar ook de bij de uitvoeringsbesluiten van de Code opgelegde administratieve documenten, alsmede de voorlichting van de personeelsleden;

Overwegende dat de bepalingen van de Code omwille van de rechtszekerheid en de continuïteit van de diensten bijgevolg dringend aangenomen moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Huisvesting;

2° bestuur : de Afdeling Huisvesting van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° aanvrager : een in artikel 30, eerste lid, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde rechtspersoon.

**Art. 2.** Binnen de perken van de daartoe op de begroting uitgetrokken kredieten kan de Minister de aanvrager een subsidie toekennen voor de aankoop en de sloping van een onverbeterbaar gebouw zodat nieuwe woningen opgetrokken of gemeenschappelijke voorzieningen aangelegd kunnen worden, voor zover de kosten voor de werken bedoeld in artikel 3 niet gedragen worden door de overheid krachtens andere wettelijke of regelgevende bepalingen.

**Art. 3.** § 1. Als de aanvrager een privaatrechtelijke rechtspersoon is, wordt de subsidie op 30 % van de aankoop- en slopingkosten vastgesteld. De subsidie wordt op 45 % van bovenvermelde kosten gebracht voor gebouwen gelegen in een bijzondere wijk.

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder bijzondere wijk :

1° een in artikel 79, § 2, 2°, 3° en 4°, van een Waalse Huisvestingscode bedoeld gebied;

2° een prioritaire actiezone bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

3° een krachtens artikel 173 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium erkende stadsvernieuwingsomtrek;

4° een krachtens artikel 167 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium erkende afgedankte bedrijfsruimte.

§ 2. Als de aanvrager een publiekrechtelijke rechtspersoon is, wordt de subsidie op 60 % van de aankoop- en slopingkosten vastgesteld. De toelage wordt op 90 % van bovenvermelde kosten gebracht voor gebouwen gelegen in een bijzondere wijk.

§ 3. De aankoopprijs van het gebouw wordt overgenomen, voor zover de authentieke aankoopakte is getekend hoogstens één jaar vóór de datum waarop de in artikel 4 bedoelde toelage is aangevraagd.

**Art. 4.** De subsidie wordt toegekend mits naleving van de volgende voorwaarden :

1° de opdracht om de werken aan te vatten moet worden gegeven binnen twaalf maanden na de kennisgeving van de toekenning van de subsidie; de werken moeten binnen een termijn van achttien maanden te rekenen vanaf dezelfde kennisgeving voltooid worden;

2° de bouw van de woningen of van de gemeenschappelijke voorzieningen moet binnen vijf jaar na het einde van de slopingswerken uitgevoerd worden.

**Art. 5.** De aanvrager dient zijn subsidie-aanvraag in bij het bestuur volgens de door de Minister bepaalde voorwaarden.

**Art. 6.** De subsidie wordt toegekend mits afleveren van een stedenbouwkundig attest of vergunning. Het voorlopige bedrag van de overheidsbijdrage wordt vastgesteld op grond van de raming van de vooropgestelde slopingswerken en van de aankoop- of onteigeningskosten.

Het definitieve bedrag wordt bepaald op grond van de aanbesteding van de werken en van de aankoop- of onteigeningsakten.

Deze bedragen worden als deelneming in de algemene onkosten met 5 % verhoogd.

Het definitieve bedrag van de subsidie kan pas worden aangepast indien tijdens de werken blijkt dat onverwachts moeilijkheden opduiken, wat door overlegging van bewijsstukken moet worden gestaafd.

De werken mogen niet uitgevoerd worden vóór de kennisgeving van de vaste belofte dat de overheid tussenbeide komt, behalve als de sloping van het gebouw bevolen wordt bij besluit van de burgemeester dat om redenen van openbare veiligheid is genomen.

**Art. 7.** De subsidie wordt vereffend als volgt :

- 1° een eerste schijf, nl. 40 % van het bedrag, tegen overlegging van de opdracht om te werken aan te vatten;
- 2° een tweede schijf, nl. 30%, tegen overlegging van de bewijsstukken van aanwending van de eerste schijf;
- 3° het resterend bedrag, tegen overlegging van de eindafrekening van de werken en na controle ter plaatse door het bestuur.

**Art. 8.** Voor de voor gemeenschappelijke voorzieningen bestemde gronden wordt de in artikel 38 van de Waalse Huisvestingscode bedoelde termijn bepaald op dertig jaar nadat ze werden uitgevoerd.

In geval van verkoop van de grond of van afstand van zakelijke rechten erop legt de aanvrager de verkoop- of afstandovereenkomst ter goedkeuring aan de Minister voor.

**Art. 9.** Het bedrag dat de begunstigde moet terugbetalen in geval van niet-naleving van de voorwaarden betreffende de toekenning van de subsidie voor een grond bestemd voor gemeenschappelijke voorzieningen, wordt vastgesteld als volgt :  $R = (1 - (D/30)^2) \times M$ ,

waarbij :

R staat voor het bedrag dat terugbetaald moet worden;

D, voor de in jaren uitgedrukte duur van de periode waarin de voorwaarden werden nageleefd;

M, voor het bedrag van de subsidie.

Als de bouw van de woningen of van de gemeenschappelijke voorzieningen binnen vijf jaar na het einde van de slopingswerken niet wordt uitgevoerd, betaalt de tegemoetkomingsgerechtigde het bedrag van de toelage terug.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

**Art. 11.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX



F. 99 — 738

[C - 99/27179]

**11 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales  
en vue de la création de logements de transit**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 31, 35 à 43 et 79;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 173 et 182;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1<sup>er</sup> mars 1999 l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;

Considérant que sont ainsi visés les procédures informatiques et administratives mais également les documents administratifs qu'imposent les arrêtés d'exécution du Code, ainsi que l'information des agents;

Considérant qu'en conséquence, la sécurité juridique et la continuité des services recommandent l'adoption urgente des dispositions d'exécution du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;
- 2° l'administration : la Division du Logement de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;
- 3° le demandeur : une personne morale de droit public ou un organisme à finalité sociale;
- 4° le coût du logement : le montant des dépenses comptabilisées comme telles par le demandeur pour l'acquisition, la réhabilitation d'un logement améliorable ou la restructuration d'un bâtiment, tous frais compris, à l'exclusion de la valeur du terrain et du coût de l'aménagement des abords.